



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
10 décembre 2019
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quatorzième session
Point 36 de l'ordre du jour
La situation en Afghanistan

Conseil de sécurité
Soixante-quatorzième année

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 68/11 de l'Assemblée générale et de la résolution 2489 (2018) du Conseil de sécurité, qui a prié le Secrétaire général de lui présenter tous les trois mois un rapport sur l'évolution de la situation en Afghanistan.
2. On y trouvera un point sur les activités menées par les organismes des Nations Unies en Afghanistan sur le plan politique ainsi que dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et des droits de l'homme depuis la date de publication de mon précédent rapport, daté du 3 septembre 2019 (A/74/348-S/2019/703).

II. Faits marquants

3. Pendant la période considérée, l'élection présidentielle a été le principal fait marquant sur le plan politique en Afghanistan puisque, pour la première fois depuis le début de la Décennie de la transformation (2015-2024), le pouvoir exécutif était remis en jeu. Le taux de participation à l'élection du 28 septembre 2019 n'a pas été aussi élevé que pour l'élection présidentielle de 2014 et les élections législatives de 2018. Le résultat du scrutin n'était pas encore connu au moment de l'établissement du présent rapport. La décision prise par les États-Unis d'Amérique de mettre un terme aux pourparlers avec les Taliban, annoncée le 7 septembre, a été suivie d'une série de missions diplomatiques par les parties prenantes qui cherchaient à encourager un processus de paix. Les conditions de sécurité sont restées précaires et les incidents se sont multipliés, en particulier dans les régions du sud, de l'est et du sud-est du pays. Depuis que les pertes ont commencé à être systématiquement recensées, en 2009, jamais autant de victimes civiles ont été déplorées en un seul trimestre que pendant la période allant du 1^{er} juillet au 30 septembre 2019. Les discussions entre le Gouvernement afghan et les principaux donateurs sur l'application du Cadre de



responsabilité mutuelle de Genève se sont poursuivies. La situation humanitaire continue de se détériorer, et l'on prévoit que 9,38 millions de personnes auront besoin d'aide en 2020, contre 6,3 millions en 2019.

A. Évolution de la situation politique

4. Dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle, la Commission électorale indépendante a recruté et formé plus de 200 000 personnes pour pouvoir les affecter aux 5 373 bureaux de vote qu'il était prévu d'ouvrir. Environ 125 000 personnes, dont 37 % de femmes, ont été accréditées par 131 entités pour suivre le processus le jour de l'élection, y compris des représentants des candidats et des partis politiques, des observateurs nationaux, des représentants des médias nationaux et internationaux et des invités spéciaux. Les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes ont prêté un appui en matière de sécurité et sur le plan logistique, avec l'aide de la mission Soutien résolu de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'élection s'est inscrite dans un nouveau cadre légal intégrant certaines exigences politiques et des réformes jugées nécessaires compte tenu des enseignements qui ont pu être tirés des élections législatives de 2018, y compris en ce qui concerne la nécessité de recourir davantage aux technologies.

5. La campagne officielle a pris fin le 25 septembre, conformément à la loi électorale. Certains candidats à l'élection présidentielle ont estimé que des conditions équitables n'étaient pas réunies et ont demandé que l'élection soit reportée, en faisant valoir que la durée de la campagne avait été amputée par l'incertitude entourant le processus de paix. Sur les 18 candidats à la présidence, quatre (Zalmay Rassoul, Shaida Mohammad Abdali, Haji Mohammad Ibrahim Alokazay et Noor ul-Haq Ulumi), se sont retirés et ont officiellement appelé à voter pour le Président Ashraf Ghani. Bien qu'il ne se soit pas officiellement désisté, Hanif Atmar a annoncé qu'il suspendrait sa participation à l'élection. Il n'a pas appelé à voter pour un autre candidat.

6. Les Taliban ont publié plusieurs déclarations avant l'élection pour dissuader les citoyennes et citoyens de se rendre aux urnes. Deux jours avant le scrutin, la Commission militaire des Taliban a demandé aux Afghans de boycotter l'élection présidentielle et fait savoir que les « bureaux et centres » seraient pris pour cibles. Les combattants Taliban ont reçu l'instruction d'utiliser « tout ce qu'ils pouvaient » pour le faire.

7. Le scrutin a eu lieu le 28 septembre dans 4 678 bureaux de vote répartis sur l'essentiel du territoire, les autres bureaux ayant été fermés essentiellement pour des raisons de sécurité. Certains problèmes techniques ont été signalés le jour de l'élection. Il y avait par exemple des omissions ou des erreurs sur les listes électorales et certains lecteurs biométriques ne fonctionnaient pas. Dans neuf des 34 provinces, les télécommunications ont connu des dysfonctionnements graves ou ont été mises totalement hors d'état de marche à la suite d'attaques menées par des Taliban. Le 3 octobre, la Commission électorale indépendante a donné les résultats provisoires de la participation électorale, soit 2,69 millions de personnes sur les 9,6 millions qui s'étaient inscrites sur les listes. Il s'agissait d'estimations calculées sur la base des informations communiquées par les bureaux provinciaux de la Commission.

8. Immédiatement après le scrutin, plusieurs candidats ont annoncé leur victoire, une controverse a vu le jour sur la validité des votes biométriques par rapport aux autres et certains ont demandé que les résultats soient communiqués de manière anticipée. Le 30 septembre, le Chef de l'exécutif, Abdullah, a déclaré lors d'une conférence de presse que les résultats seraient annoncés par la Commission électorale indépendante, mais que c'était lui qui avait obtenu « le plus de voix ». Le 1^{er} octobre,

Amrullah Saleh, le colistier du Président Ghani et candidat au poste de premier Vice-Président, a déclaré que son équipe avait remporté une « victoire écrasante » au premier tour.

9. Le 2 octobre, le Free and Fair Election Forum of Afghanistan (Forum pour des élections libres et régulières en Afghanistan), une organisation non gouvernementale, a demandé à la Commission électorale indépendante de présenter et d'annoncer les résultats de manière transparente, impartiale et indépendante, souligné qu'il importait de disposer en temps utile d'informations exactes sur le processus électoral, et engagé la Commission du contentieux électoral à traiter les plaintes dans les meilleurs délais, conformément au cadre légal en vigueur.

10. Outre l'appui technique qu'elle a fourni dans le domaine électoral à la Commission électorale indépendante et à la Commission du contentieux électoral, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a poursuivi ses efforts auprès des partenaires nationaux et internationaux dans le contexte de l'élection, en demandant de nouveau que le traitement des résultats se fasse dans la transparence, l'impartialité et l'indépendance, que des informations exactes soient données en temps utile aux partis et aux électeurs et électrices et que les candidats continuent de se comporter de manière constructive. La MANUA a également demandé aux parties d'assumer le processus dans son intégralité, notamment en examinant toute plainte selon les voies prévues et les procédures appropriées.

11. Au cours des semaines qui ont suivi l'élection, du matériel électoral sensible a été récupéré et les formulaires de résultats ont été compilés en présence de représentants des candidats et d'observateurs. La Commission du contentieux électoral a reçu au total 4 528 plaintes concernant le scrutin et le dépouillement, principalement liées aux listes électorales et au dysfonctionnement des lecteurs biométriques.

12. Les réactions politiques et manœuvres diverses concernant la vérification biométrique des électeurs et des électrices sont demeurées au centre de la controverse après l'élection. Bien que de nombreux candidats et partis politiques aient au départ vu dans la vérification biométrique une solution technologique qui permettrait d'empêcher les fraudes, la mise en place des lecteurs et l'utilisation des logiciels ne sont pas allées sans difficultés. Le 11 octobre, le Conseil des candidats à la présidence, un groupement informel de plusieurs candidats à la présidence, a averti qu'il n'accepterait pas le résultat des élections si les votes non vérifiés par biométrie n'étaient pas considérés comme nuls. Le Conseil a réaffirmé cette position dans une déclaration faite le 17 novembre. Au moins huit équipes électorales ont annoncé qu'elles n'accepteraient pas les votes exprimés sans vérification biométrique. Le Chef de l'exécutif Abdullah a soutenu cette position, en soulignant que seuls les votes vérifiés par biométrie devraient être comptés. Le 13 octobre, trois petits partis politiques ont exigé que les votes non vérifiés par biométrie soient également comptabilisés.

13. Le 11 novembre, plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont tenu une conférence de presse séparée pour exprimer leurs positions concernant l'élection présidentielle. Le candidat à la présidence Gulbuddin Hekmatyar a dénoncé une fraude électorale généralisée, en faisant spécifiquement référence aux votes sans garantie biométrique, et il a appelé à la création d'une commission ou d'un tribunal impartial pour enquêter sur les fraudes ou les infractions liées à l'élection. Le candidat à la présidence Rahmatullah Nabil a lui aussi déclaré qu'il y avait eu fraude à grande échelle. Tous deux se sont inquiétés de la disparition de certains lecteurs biométriques, y voyant un acte criminel.

14. Après avoir reporté l'annonce des résultats préliminaires du 19 octobre au 14 novembre, la Commission électorale indépendante n'a pas donné d'autre date. Lors d'une conférence de presse, le 16 novembre, la Commission a annoncé la reprise du processus d'audit et de recomptage des voix, qui avait été interrompu la semaine précédente en raison de problèmes techniques signalés par plusieurs candidats, et que les résultats préliminaires seraient rendus publics une fois ce processus mené à bon terme. Le processus d'audit et de recomptage a repris dans certaines régions du pays à partir du 17 novembre et il est toujours en cours. La Commission a déclaré que cette reprise faisait suite à des discussions techniques avec les équipes des candidats à la présidence, dont les motifs de préoccupation avaient été pris en compte. Le Chef de l'exécutif Abdullah et le Conseil des candidats à la présidence se sont toutefois opposés une fois de plus au processus d'audit et de recomptage. Le Chef de l'exécutif a réitéré ses accusations de fraude.

15. Le 7 septembre, le Président des États-Unis, Donald Trump a mis un terme aux négociations de paix entre les États-Unis et les Taliban. Le projet d'accord, dont on dit qu'il prévoyait le retrait des troupes étrangères et des garanties antiterroristes, devait ouvrir la voie à des négociations intra-afghanes et à un cessez-le-feu. Depuis, les Taliban ont réaffirmé leur position, à savoir que la conclusion du projet d'accord avec les États-Unis était une condition préalable au lancement de négociations intra-afghanes. Aux mois de septembre et d'octobre, des délégations de Taliban se sont rendues à Moscou, à Téhéran, à Beijing et au Pakistan pour discuter des efforts de paix.

16. Le 14 septembre, le porte-parole du Président de l'Afghanistan a déclaré que la tenue de l'élection dans les délais prévus était une priorité pour le Gouvernement, en observant que « la tenue de l'élection [présidentielle] [était] clef pour la légitimité de la paix ». S'exprimant devant l'Assemblée générale le 30 septembre, le Conseiller pour la sécurité nationale de l'Afghanistan, Hamdullah Mohib, a rappelé que c'était la volonté du peuple afghan qu'un cessez-le-feu soit déclaré, que des pourparlers soient ouverts entre le Gouvernement afghan et les Taliban et que la République islamique reste le fondement de l'État.

17. Les efforts de paix internationaux ont vu l'accent mis sur la relance du processus de paix. Les envoyés et représentants spéciaux de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne, se sont réunis à Bruxelles le 22 octobre pour examiner les moyens d'appuyer le processus de paix en Afghanistan. Dans une déclaration commune, ils ont confirmé qu'une paix durable ne pourrait être instaurée que sur la base d'un accord politique négocié et inclusif, exhorté toutes les parties à prendre immédiatement les mesures qui s'imposaient pour réduire la violence et le nombre de victimes civiles, et appelé les dirigeants afghans à constituer une équipe de négociation intra-afghane n'excluant aucune des parties. Le 21 octobre, à Bruxelles, le Représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, a exposé la situation à l'OTAN.

18. Le 25 octobre, les Représentants spéciaux de la Chine, des États-Unis et de la Fédération de Russie pour l'Afghanistan se sont réunis à Moscou pour y tenir des consultations avec le Pakistan sur le processus de paix en Afghanistan. Dans un communiqué commun, les participants ont exprimé leur soutien au processus de paix et appelé à une réduction de la violence. Ils se sont félicités de la proposition de la Chine d'accueillir le prochain dialogue intra-afghan à Pékin.

19. M. Khalilzad a continué de s'efforcer de mobiliser les parties prenantes afghanes et régionales. Il s'est notamment rendu au Pakistan du 2 au 4 octobre et du 28 au 29 octobre et à Kaboul du 26 au 28 octobre et du 29 octobre au 1^{er} novembre. Dans une déclaration, M. Khalilzad a souligné que les États-Unis souhaitaient que

l'on parvienne à un règlement politique du conflit et qu'une réduction de la violence était nécessaire à la réalisation d'une paix durable. Du 2 au 4 novembre, l'Envoyé spécial de l'Allemagne pour l'Afghanistan et le Pakistan, l'Ambassadeur Markus Potzel, s'est rendu en Afghanistan pour discuter des élections, étudier la question de l'aide au développement et aborder les plans envisageables pour d'éventuelles négociations intra-afghanes.

20. La diffusion dans les médias d'un plan de paix interne en sept points par le Gouvernement afghan a déclenché un débat public. Ce plan prévoyait un dialogue intra-afghan et des négociations de paix avec les Taliban. M. Mohib, Conseiller pour la sécurité nationale, a précisé qu'un cessez-le-feu d'un mois serait une condition préalable au lancement de tels pourparlers. Le 12 novembre, le Président Ghani a annoncé que le Gouvernement afghan envisageait de libérer sous conditions trois prisonniers du Réseau Haqqani, « en signe de paix et de réconciliation ». Le 19 novembre, dans une déclaration, les États-Unis se sont félicités de la libération d'un professeur américain et d'un professeur australien de l'American University of Afghanistan, qui étaient détenus par les Taliban depuis leur enlèvement en août 2016. Ils se sont également réjouis de « la libération imminente de 10 prisonniers afghans par les Taliban ». Le même jour, le porte-parole des Taliban s'est félicité du « pas en avant accompli » en vue de la libération des trois prisonniers du Réseau Haqqani et du « bon déroulement » de la libération des professeurs et de 10 soldats afghans, en notant qu'il fallait voir dans ces mesures « des marques de bonne volonté et un gage de confiance propres à faciliter le processus de paix ».

21. La MANUA a poursuivi sa collaboration avec ses partenaires nationaux, régionaux et internationaux pour obtenir une réduction de la violence et mettre fin aux pertes civiles afin de permettre l'instauration d'un climat propice à la paix. Le 24 septembre, mon Représentant spécial pour l'Afghanistan a rencontré à Doha des représentants des Taliban pour discuter du processus de paix, de la question de la protection des civils et de l'accès humanitaire. La MANUA a également poursuivi ses efforts à l'appui du règlement des conflits locaux et de la réconciliation avec les communautés et les autorités gouvernementales infranationales. Au cours de la période considérée, la MANUA a travaillé à cinq nouvelles initiatives locales de paix et à six initiatives locales en cours, dont une a été menée à bon terme. Il s'agissait de renforcer les mécanismes locaux de règlement des conflits, d'appuyer une consolidation durable de la paix à l'échelon local et de proposer des espaces de discussion sur des questions clés telles que la paix et les élections, en particulier aux femmes rurales et aux jeunes ruraux.

22. Les efforts nationaux et internationaux se sont poursuivis pour aider les Afghanes à participer de manière significative au processus de paix. Par exemple, du 29 août au 1^{er} septembre, des Afghanes ont pu suivre un atelier de négociation de haut niveau à Istanbul. Il s'agissait d'aider des femmes venues de la sphère politique, de la société civile et du monde universitaire à se préparer à jouer un rôle dans le processus de paix. Le 23 octobre, la MANUA a lancé les Journées portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité en Afghanistan en organisant à Kaboul un colloque consacré à la contribution des femmes aux efforts de paix. C'était la première d'une série de manifestations organisées dans tout le pays à l'intention de centaines de femmes, auxquelles ont participé des représentantes des services publics, des institutions religieuses, des universités et de la société civile. Le 6 novembre, la MANUA s'est entretenue avec des femmes du district de Koh-e Safi, dans la province de Parwan, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour solliciter les vues des femmes des zones rurales sur les élections, la paix, l'éducation des filles et la gouvernance infranationale. Dans la province de Khost, la MANUA a aidé les femmes vivant dans des districts reculés à participer aux efforts locaux de paix et de médiation et s'est associée aux stations de radio pour promouvoir le rôle des femmes dans les

efforts locaux de paix. Le 18 novembre, à New York, l'Afghanistan et le Royaume-Uni ont lancé le Groupe des Amis des femmes en Afghanistan, qui a pour but d'améliorer la participation des femmes à la vie publique et de leur permettre d'exercer des responsabilités, de promouvoir et de protéger les droits des femmes et d'intégrer leurs points de vue dans le programme de paix et de sécurité.

23. Suite à la démission de M. Salahuddin Rabbani le 23 octobre, le Gouvernement a annoncé la nomination du Vice-Ministre M. Idrees Zaman au poste de Ministre des affaires étrangères par intérim.

B. Sécurité

24. Les conditions de sécurité sont restées précaires et le nombre d'atteintes à la sécurité élevé. Entre le 9 août et le 7 novembre 2019, la MANUA en a dénombré au total 6 654, soit une augmentation de 13 % par rapport à la même période l'année précédente. Ces atteintes ont été les plus nombreuses dans le sud du pays, suivi des régions de l'est et du sud-est, ces trois régions représentant 60 % des cas recensés. Les zones de conflit les plus actives ont été les provinces du Helmand, de Kandahar et du Nangarhar. Après une accalmie durant l'Eïd al-Adha à la mi-août, le conflit s'est intensifié en septembre. En septembre 2019, 2 780 atteintes à la sécurité ont été déplorées, soit une augmentation de 44 % par rapport à septembre 2018. C'était le plus grand nombre d'attaques recensées en un seul mois en 2019.

25. Les tendances restent inchangées : avec 3 666 cas recensés, les affrontements armés ont représenté 55 % de toutes les atteintes à la sécurité, ce qui correspond à une augmentation de 3 % par rapport à la même période en 2018. Les attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés arrivent en deuxième position, enregistrant une hausse de 9 % par rapport à la même période en 2018 ; les attentats-suicides ont, eux, augmenté de 24 %. Les forces aériennes afghanes et internationales ont procédé à 488 frappes aériennes pendant la période considérée, soit une augmentation de 32 % par rapport à la même période en 2018. Quarante pour cent de ces frappes ont eu lieu dans les provinces du Helmand et de Ghazni.

26. Le jour du scrutin, l'ONU a dénombré 643 atteintes à la sécurité, soit plus que jamais pendant un jour d'élection depuis 2004. Parmi ces atteintes, 113 impliquaient des engins explosifs improvisés et 126 étaient des attaques à distance. L'analyse des faits révèle une tendance à la commission d'attaques de faible envergure visant à prévenir ou perturber les opérations électorales, les atteintes étant les plus nombreuses dans les villes de Konduz et de Kaboul. Il y a eu au total 77 attaques contre des bureaux de votes (dont 35 étaient aménagés dans des écoles).

27. Malgré l'intensité du conflit, ni les forces progouvernementales ni les éléments hostiles au Gouvernement n'ont réalisé d'avancées territoriales importantes au cours de la période considérée. Les Taliban ont maintenu la pression sur les zones urbaines, principalement dans le nord-est, et ont lancé deux offensives contre les chefs-lieux de Baghlan et de Konduz au début de septembre. Ils ont pris le contrôle du centre administratif du district d'Anar Dara dans la province de Farah et se sont emparés temporairement de sept autres centres dans les provinces de Takhar (Darqad, Chah Ab et Khouaja Ghar), de Konduz (Dacht-e Archi, Qalaa-e Zal et Khanabad) et de Baghlan (Guzargah-e Nour). Pendant l'élection présidentielle, les Taliban ont envahi trois centres administratifs de districts dans les provinces de Takhar (Khouaja Ghar, Baharak et Chah Ab) ainsi que le district de Qouch Tepa dans la province de Jozjan.

28. Les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes ont riposté en lançant des opérations de grande envergure pour faire retomber la pression exercée par les Taliban sur les grandes artères et les autoroutes, par exemple dans le sud de la

province du Zabol et dans les provinces du nord-est. Les forces afghanes ont repris le contrôle des centres administratifs des districts de Yamgan, de Wardoj et de Kiran wa Munjan dans la province de Badakhchan, de Dahana-e Ghorî dans la province de Baghlan et de Jaghatu dans la province de Ghazni, dont certains étaient aux mains des Taliban depuis trois à quatre ans.

29. Les éléments hostiles au Gouvernement ont multiplié les attaques spectaculaires, avec 31 attentats-suicides pendant la période considérée, contre 25 durant la même période en 2018. Dix-sept d'entre eux se sont produits au mois de septembre : beaucoup visaient des installations et des convois des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, ainsi que des convois militaires internationaux. Le 2 septembre, les Taliban ont attaqué le complexe de la « zone verte » à Kaboul pour la deuxième fois de l'année et la cinquième fois au total. Le 5 septembre, un véhicule piégé a explosé dans un attentat-suicide à un poste de contrôle des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes à Kaboul près de l'ambassade des États-Unis et du siège de la mission Soutien résolu. Les Taliban ont revendiqué deux attentats-suicides commis le 17 septembre, l'un survenu lors d'un rassemblement électoral du Président, Ashraf Ghani, dans la province de Parwan et l'autre à Kaboul.

30. Les forces militaires afghanes et internationales ont maintenu la pression sur les bastions de l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIIL-K) dans l'est de l'Afghanistan ; ce groupe a été mêlé à des affrontements répétés avec les Taliban dans les provinces du Nangarhar et du Kounar. Durant la période considérée, 194 attaques lui ont été attribuées, contre 94 pendant la même période en 2018. L'EIIL-K n'a revendiqué qu'une attaque pendant la période considérée : l'attentat commis le 17 août lors d'un mariage chiite célébré dans la ville de Kaboul. Au cours de la même période en 2018, il en avait revendiqué neuf. Bien qu'aucun élément hostile au Gouvernement n'ait revendiqué la responsabilité de l'attaque commise dans une mosquée de la province du Nangarhar le 18 octobre, l'EIIL-K était soupçonné d'en être l'auteur. Le 28 octobre, dans la ville d'Hérat, un kamikaze de l'EIIL-K dont on pense qu'il comptait se rendre dans une mosquée chiite a fait détoner son dispositif d'explosion prématurément après avoir été repéré par les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes à un poste de contrôle.

31. Dans une déclaration, le 29 octobre, le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan a condamné le récent tir de roquette lancé par l'armée pakistanaise sur la province du Kounar depuis son côté de la frontière. En réponse, son homologue pakistanais a fait une déclaration le 30 octobre et affirmé que l'armée afghane avait eu recours, sans y avoir été provoquée, à des tirs de mortier et d'arme lourde contre des postes militaires au Pakistan.

32. Quatre atteintes à la sécurité des membres du personnel des Nations Unies ont été recensées, dont deux atteintes à caractère criminel, un acte d'intimidation et un tir d'arme de petit calibre sur des véhicules des Nations Unies. Un membre du personnel des Nations Unies a été enlevé mais a par la suite été libéré.

C. Coopération régionale

33. L'Afghanistan a poursuivi son dialogue avec les pays de la région dans le cadre d'instances multilatérales. Le 7 septembre à Islamabad, l'Afghanistan a participé au troisième Dialogue entre les Ministres afghan, chinois et pakistanais des affaires étrangères. Dans leur déclaration conjointe, les trois pays sont convenus de continuer à établir un climat de confiance politique mutuelle et à promouvoir la réconciliation. Ils sont aussi convenus d'appuyer d'autres aspects clefs de la coopération trilatérale, notamment la paix et la stabilité, la coopération pour le développement et la connectivité, la coopération en matière de sécurité et la lutte antiterroriste dans la

région, ainsi qu'à étudier la possibilité d'une coopération « Chine-Afghanistan-Pakistan plus ». Après cette rencontre, une formation conjointe à l'intention des diplomates des trois pays a été organisée au mois d'octobre au Pakistan. Le 27 septembre, une réunion des hautes et hauts responsables du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », axée sur la mise en œuvre du cadre des mesures de confiance, s'est tenue à New York. Les 8 et 9 novembre, le Conseil des ministres de l'Organisation de coopération économique (s'est réuni en Turquie et a réaffirmé dans un communiqué la volonté des États membres de promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan à l'appui d'un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans et engagé les États membres à contribuer au fonds de l'Organisation pour l'Afghanistan.

34. A compter du 18 septembre, l'Afghanistan et le Pakistan ont ouvert le poste frontière de Tor Kham 24 heures sur 24. Dans les deux semaines qui ont suivi, le commerce transfrontalier au point de passage de Tor Kham a augmenté de 50 %. Chaque jour, 10 000 personnes franchissent la frontière à ce point de passage. Auparavant, il n'était ouvert que 12 heures par jour, ce qui était la cause de retards pour les personnes travaillant dans le commerce et la population civile.

35. La MANUA a engagé le Gouvernement afghan, la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et les pays de la région à faciliter les exportations depuis l'Afghanistan et à renforcer la connectivité des échanges dans la région, qui a été favorisée par l'ouverture d'une voie de fret ferroviaire reliant l'Afghanistan à la Chine, en coopération avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Le premier train est parti le 4 septembre.

36. Le 9 octobre, au Kazakhstan, le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan a coorganisé avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) une table ronde sur les moyens de favoriser les partenariats et la coopération entre l'Afghanistan et l'OSCE. Il a été souligné à cette occasion qu'il importait de créer des synergies entre les principales organisations internationales et régionales venant en aide à l'Afghanistan, en particulier en élargissant les partenariats entre l'OSCE et l'ONU et avec l'Organisation de Shanghai pour la coopération, et qu'une action régionale plus large s'imposait en faveur de la paix, de la stabilité et du développement économique en Afghanistan.

37. Au début de novembre, l'Afghanistan a assisté, en qualité d'observateur, à la 18^e réunion des Chefs de gouvernement des pays de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, qui a eu lieu en Ouzbékistan et abouti à l'adoption de 14 documents, dont l'engagement de signer une feuille de route pour la poursuite de l'action du groupe de contact pour l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Le Chef de l'exécutif, Abdullah, a souligné qu'une plus grande coopération entre les pays était nécessaire pour favoriser la paix et la stabilité en Afghanistan et pour renforcer la connectivité dans la région.

38. Le 11 novembre, à Kaboul, une délégation pakistanaise, dirigée par le Chef de la Direction générale du renseignement interservices, le général de corps d'armée Faiz Hameed, et le Secrétaire aux affaires étrangères, Sohail Mahmood, s'est entretenue avec le Conseiller pour la sécurité nationale de l'Afghanistan, Hamdullah Mohib, de la création d'un comité technique en vue de régler les différends entre les deux pays, notamment par la poursuite des rencontres qui ont lieu dans le cadre du Plan d'action Afghanistan-Pakistan pour la paix et la solidarité.

III. Droits de l'homme

39. Le 17 octobre, la MANUA a publié son troisième rapport trimestriel sur la protection des civils en période de conflit armé¹. La MANUA a recensé 8 239 victimes civiles (2 563 morts et 5 676 blessés), un bilan comparable à celui de la même période en 2018. Les femmes et les enfants représentaient 41 % des victimes civiles. Du 1^{er} juillet au 30 septembre, la MANUA a recensé le plus grand nombre de victimes civiles en un trimestre depuis qu'elle a commencé à réunir ces données de manière systématique en 2009. C'est au mois de juillet qu'a été enregistré le plus grand nombre de victimes civiles jamais recensées en un seul mois. Ce lourd bilan est principalement la conséquence des attentats à l'engin explosif improvisé, et notamment des attentats-suicides, commis par des éléments hostiles au Gouvernement, qui continuent de porter la responsabilité de la plupart des victimes civiles. La Mission a observé une augmentation continue du nombre de victimes civiles lors des opérations aériennes et opérations de recherche menées par les forces progouvernementales afghanes. Au mois d'octobre, la MANUA a recensé environ moitié moins de victimes civiles qu'en septembre.

40. Selon la MANUA, 62 % des victimes civiles étaient dues à des éléments hostiles au Gouvernement (46 % aux Taliban et 12 % à l'EIIL-K, le reste étant le fait d'éléments non déterminés) et 28 % aux forces progouvernementales (15 % aux Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, 8 % aux forces militaires internationales, 2 % à des groupes armés et 3 % à plusieurs forces ou à des forces non déterminées). Il n'a pas été possible de déterminer qui des éléments hostiles au Gouvernement ou des forces progouvernementales était responsable dans les autres cas, notamment lorsqu'il s'agissait de tirs croisés entre les parties au conflit.

41. Ce sont les engins explosifs improvisés utilisés dans des attentats, notamment des attentats-suicides, qui ont fait le plus grand nombre de victimes civiles (soit 42 % des morts et des blessés parmi la population civile) ; suivis par les opérations terrestres et aériennes (29 % et 11 % respectivement). La MANUA a constaté que le nombre de personnes tuées ou blessées parmi les civils du fait de l'emploi d'engins explosifs improvisés dans le cadre d'attentats, et notamment d'attentats-suicides, a augmenté de 72 % pour la période allant du 1^{er} au 30 septembre 2019 par rapport à la même période en 2018. Les opérations aériennes sont demeurées la première cause de mortalité parmi les victimes civiles (23 %) pendant la même période. La MANUA a recensé le plus grand nombre de victimes civiles dues à des frappes aériennes et à des opérations de recherches jamais enregistré au cours des neuf premiers mois d'une année depuis 2009, date à laquelle elle a commencé à opérer un recensement systématique.

42. Les violences liées à l'élection présidentielle, principalement dans le cadre de la campagne délibérée de violence et d'intimidation menée par les Taliban pour perturber le scrutin, ont eu des répercussions graves sur la population civile. Selon la MANUA, les attaques qui ont visé les opérations électorales entre le 8 juin et le 30 septembre ont fait 458 victimes civiles (85 morts et 373 blessés), dont 277 (28 morts et 249 blessés) le jour même de l'élection. Parmi toutes les victimes civiles déplorées le jour du scrutin, 103, soit plus du tiers, étaient des enfants. La MANUA a également constaté une tendance à la généralisation des enlèvements de civils, des menaces, des tentatives d'intimidation et du harcèlement par les Taliban. Au total, il y a eu moins de victimes civiles le jour de l'élection présidentielle que lors des

¹ Consultable à l'adresse suivante : https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_protection_of_civilians_in_armed_conflict_-_3rd_quarter_update_2019.pdf.

élections parlementaires de 2018, mais plus que pour chacun des deux tours de l'élection présidentielle de 2014.

43. C'est toujours pour les enfants que le conflit en Afghanistan est le plus meurtrier. Plus de 2 400 enfants ont été tués ou blessés au cours des neufs premiers mois de 2019, une hausse de 11 % par rapport à la même période en 2018. L'équipe spéciale de surveillance et d'information sur les violations commises contre des enfants dans les conflits armés a établi que le nombre de victimes mineures a doublé pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre par rapport au trimestre précédent : 368 cas confirmés ont fait 1 220 victimes mineures (867 garçons, 350 filles et 3 enfants dont on ne connaît pas le sexe), dont 291 morts et 929 blessés. Cette augmentation s'explique principalement par la recrudescence des attaques complexes et des attentats-suicides commis par les Taliban, le rythme toujours soutenu des frappes aériennes et les attaques commises par les Taliban pendant l'élection présidentielle. Les groupes armés d'opposition ont fait 729 victimes mineures, principalement les Taliban (585) et l'EIL-K (123), et les forces progouvernementales ont fait 315 victimes parmi les enfants. L'ONU a également établi que 330 enfants avaient été victimes (91 morts et 239 blessés) de restes explosifs de guerre au cours des neuf premiers mois de 2019 ; ces enfants représentaient 77 % de l'ensemble des victimes civiles de restes explosifs de guerre. Dans mon quatrième rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé en Afghanistan ([S/2019/727](#)), publié le 2 octobre, j'ai constaté avec inquiétude que 14 000 violations graves contre des enfants avaient été vérifiées de janvier 2015 à décembre 2018. Plus de 12 500 enfants ont été tués ou blessés au cours de la même période.

44. L'équipe spéciale a documenté 25 atteintes à la sécurité du personnel enseignant et du personnel du secteur de l'éducation pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 septembre. Cette augmentation considérable par rapport aux sept atteintes survenues au trimestre précédent est principalement due aux attaques qui ont visé des établissements scolaires le jour de l'élection. La responsabilité en a été attribuée aux Taliban dans 21 cas, à l'EIL-K dans deux cas, aux forces militaires internationales dans un cas et à la Direction nationale de la sécurité dans un autre. Il s'agissait d'attaques visant délibérément des écoles dans quatre cas, d'attaques indiscriminées ayant atteint une école dans 12 cas, de dommages accidentels dans deux cas, de menaces proférées contre du personnel enseignant et des élèves dans six cas, et d'enlèvements de membres du personnel enseignant dans deux cas. En outre, l'équipe spéciale a vérifié qu'une école avait été utilisée à des fins militaires par l'Armée nationale afghane.

45. L'équipe spéciale a confirmé 26 atteintes à la sécurité du personnel médical et du personnel du secteur de la santé, soit plus du double par rapport au trimestre précédent. Les Taliban sont responsables de 20 d'entre elles au total, la Direction nationale de la sécurité de deux, l'Armée nationale afghane de deux, l'EIL-K d'une et les forces militaires internationales d'une autre. Ont été documentés 11 cas de menaces proférées contre du personnel et des établissements de santé, cinq attaques indiscriminées sur des établissements de santé, quatre cas de dommages accidentels à des établissements de santé, cinq meurtres ou blessures intentionnelles de membres du personnel soignant et deux cas d'enlèvements dont ont été victimes sept membres du personnel soignant.

46. L'équipe spéciale a confirmé quatre cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par les Taliban concernant quatre garçons, contre huit cas concernant 19 garçons au trimestre précédent. Des allégations de recrutement et d'utilisation d'enfants par les parties au conflit concernant 15 garçons sont en cours de vérification par l'équipe spéciale. Celle-ci a pu par ailleurs confirmer un cas de violence sexuelle, dans lequel le garde du corps d'un commandant Taliban a violé une fille âgée de 8 ans. De plus,

l'équipe spéciale a établi que trois garçons âgés de 10 à 17 ans ont été enlevés dans des affaires séparées. Deux de ces enlèvements ont été attribués aux Taliban et un à une milice progouvernementale. L'un des garçons a été tué, un autre, qui avait été capturé par les Taliban, a réussi à s'échapper, le troisième a été libéré au bout de 10 jours.

47. Le Gouvernement a continué de resserrer les protections légales aux fins de l'élimination de la violence contre les femmes et les filles afghanes. Le Comité législatif du Ministère des affaires féminines a proposé que soient apportées des modifications de fond à la loi de 2009 sur l'élimination des violences à l'égard des femmes. Le 12 novembre, avec l'appui de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et de la MANUA, le Ministère des affaires étrangères a lancé le second plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

48. Le 8 octobre, le Comité législatif du Cabinet a suggéré que soit modifié l'article 640 du Code pénal, pour qu'un « test de virginité » ne puisse plus être réalisé par des médecins avec le consentement de la femme, bien que cela serait resté possible sur ordonnance judiciaire. La Commission afghane indépendante des droits de l'homme et des organisations de la société civile ont fait part de leur inquiétude compte tenu du fait que la proposition de modification n'interdisait pas expressément tout type d'examen médical gynécologique à quelle que fin que ce soit.

49. Des professionnels des médias et des défenseurs et défenseuses des droits de la personne continuent d'être victimes d'intimidation et de violence. Le meurtre présumé du Directeur par intérim de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme pour la province du Ghor, Abdul Samad Amiri, le 5 septembre, a conduit à une suspension temporaire des activités de la Commission dans les provinces à risque élevé. Le 11 octobre, un journaliste local a été kidnappé par les Taliban dans la province du Fariyab et libéré le lendemain. Le 14 novembre, suite à une couverture médiatique importante de leurs recherches sur la pratique du batcha bazi dans la province du Logar, cinq militants de la société civile ont reçu des menaces graves de la part de responsables gouvernementaux dans la province.

50. Les 45 manifestations organisées par la MANUA dans huit provinces sur la promotion et la protection des droits de la personne, la participation des femmes au processus de paix et la législation sur l'accès à l'information ont réuni 1 069 participants, dont 267 femmes. La MANUA a continué de promouvoir et d'appuyer l'adoption d'approches tenant compte des questions de genre dans l'exécution de son mandat. Après la visite en Afghanistan de la Vice-Secrétaire générale, le pays a été inclus dans l'initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne dite « Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles ».

IV. Coordination de l'aide au développement

51. La MANUA a commencé de coordonner avec le Gouvernement afghan les préparatifs de la Conférence ministérielle de 2020 sur l'Afghanistan et entamé des discussions avec les hôtes potentiels de cette manifestation, qui sera l'occasion pour les donateurs d'annoncer leurs contributions pour les quatre dernières années de la Décennie de la transformation (2015-2024), période au terme de laquelle l'Afghanistan doit parvenir à être complètement autonome. La Mission travaille en coordination avec la Banque mondiale, le Gouvernement afghan et les donateurs afin d'encourager ces derniers à maintenir les investissements qu'ils consentent en faveur du développement jusqu'en 2024. À l'heure actuelle, la communauté internationale continue de financer 45 % du produit intérieur brut et 75 % des dépenses publiques.

52. Le 14 novembre, une version préliminaire du troisième rapport trimestriel sur le Cadre de responsabilité mutuelle de Genève a été distribuée aux donateurs pour qu'ils puissent faire part de leurs observations et être consultés. Le rapport voit l'accent mis sur le déroulement de l'élection présidentielle de 2019, sur l'adoption de nouveaux indicateurs dans le cadre de la stratégie de lutte contre la corruption, lancée en 2017, et sur l'élaboration d'un plan d'action commun visant à mieux repérer et réprimer les cas de corruption. Il est noté dans le rapport que la proportion de femmes parmi les fonctionnaires est passée de 22 à 27,5 % et que 10 489 groupes d'entraide économique ont vu le jour, dont 80 % sont des groupes de femmes. Il y est aussi souligné que le Fonds monétaire international a achevé cinq des six examens menés au titre de la facilité élargie de crédit et que 37,3 millions de dollars ont donc été débloqués en faveur du Gouvernement afghan. Le sixième rapport établi dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives de l'Afghanistan a également été publié et 60 % des réformes essentielles entreprises au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction du pays ont été menées à bien.

53. Le 21 août, la Banque mondiale a lancé un processus de consultation des parties prenantes afin de recenser les initiatives économiques susceptibles de favoriser et de maintenir la paix en Afghanistan une fois qu'un règlement politique aurait pu être trouvé avec les Taliban. Le 19 octobre, elle a organisé un débat sur les mesures de planification à prendre en Afghanistan une fois ce règlement trouvé, au cours duquel le Ministre afghan des finances par intérim a souligné que le développement du secteur privé figurait parmi les priorités du Gouvernement. Dans son rapport annuel intitulé « Doing Business »², la Banque mondiale a indiqué que, sur les 190 économies évaluées, l'Afghanistan était tombée de la 167^e place en 2018 à la 173^e place en 2019 en ce qui concerne la facilité de faire des affaires.

54. Le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des réformes au niveau infranational. Les 29 et 30 octobre, le Cabinet du Président et la Direction indépendante de la gouvernance locale ont facilité la tenue de consultations avec les responsables locaux, les dirigeants communautaires et la société civile dans quatre des huit régions sur l'orientation des réformes de la gouvernance infranationale et les difficultés rencontrées dans leur application, ainsi que sur les mesures à prendre pour maintenir le processus sur les rails. La Direction a également présenté la loi relative aux conseils locaux, approuvée le 5 mars 2019, aux autorités infranationales et à la société civile dans 10 autres provinces, portant à 15 le nombre total de provinces dans lesquelles la loi a été présentée. Cette loi régirait les prochaines élections aux conseils locaux et permettrait d'assurer le contrôle de l'administration infranationale.

55. Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la réforme de la fonction publique. Le 5 août, afin de garantir la transparence du recrutement des fonctionnaires, la Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique a renforcé sa capacité d'évaluation des candidatures en créant des centres d'examen informatisés dans six capitales régionales, reliés à Kaboul par un système de communication sécurisé.

56. Pendant la période considérée, les travaux du Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption se sont intensifiés. Du 1^{er} septembre à la mi-novembre, le tribunal de première instance du Centre a statué sur six affaires, dont celle concernant sept anciens commissaires de la Commission électorale indépendante et trois anciens commissaires de la Commission du contentieux électoral, jugés pour des infractions liées aux élections législatives de 2018 dans la province de Kounar. Le tribunal a déclaré les 10 anciens commissaires coupables et les a condamnés à des peines de

² Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, *Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies* (Washington, 2020).

cinq ans de prison. La cour d'appel a entendu quatre affaires entre août et octobre. Aucun progrès significatif n'a été accompli dans l'exécution des 127 mandats d'arrêt et 128 citations à comparaître émis avant la Conférence de Genève organisée en novembre 2018. Le Ministère de l'intérieur est convenu qu'il fallait réformer le Groupe de travail sur les crimes graves pour que des poursuites puissent être engagées dans les cas de corruption. À la mi-novembre, le tribunal de première instance du Centre avait jugé 65 affaires impliquant 253 accusés, et prononcé 201 condamnations et 47 acquittements (deux accusés étant décédés au cours de leur procès). La Cour suprême a publié une directive réglementant les procédures d'enregistrement sonore des audiences relatives à la lutte contre la corruption dans un souci de transparence.

57. Le 19 septembre, les États-Unis ont publié une déclaration annonçant qu'ils arrêtaient de financer certains projets en Afghanistan. Parmi les institutions qu'ils cesseraient de financer figurait également le Comité mixte de suivi et d'évaluation de la lutte contre la corruption. Le Comité mettra progressivement fin à ses activités d'ici à la fin de 2019. Au cours du dernier trimestre, il a publié deux rapports de suivi (Ministère des mines et du pétrole et Direction générale du Trésor des pensions) et un rapport de suivi trimestriel (Ministère de l'éducation).

58. À la mi-octobre, le Haut Conseil de la gouvernance, de l'état de droit et de la lutte contre la corruption s'est réuni pour la troisième fois en 2019 et a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans de réforme des institutions. Toutefois, la stratégie de lutte contre la corruption devait s'achever en décembre 2019 et le mécanisme d'élaboration d'une stratégie de suivi devait encore être activé. Le 26 octobre, le Ministère des finances a présenté le plan d'accélération de la réforme du dispositif de lutte contre la corruption et les mesures qui seraient prises en 2020. Une fois approuvé par le Haut Conseil, ce plan pourrait servir de passerelle vers une stratégie à plus long terme qui serait adoptée en 2020. Le 8 octobre, le Président Ghani a inauguré au Palais présidentiel le Bureau de la Médiatrice chargée de la lutte contre la corruption.

59. Avec l'appui de la MANUA, la Cour suprême a organisé, du 16 au 18 septembre, une conférence de trois jours pour examiner l'application du Code pénal de 2017 dans les tribunaux afghans et elle a publié des orientations à l'intention des juges pour dissiper toute ambiguïté concernant certains points qui n'étaient pas apparus clairs dans le Code pénal.

60. Le 17 septembre, la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale a autorisé l'Accusation à interjeter appel de la décision prise par la Chambre de première instance le 12 avril de ne pas instruire d'affaire concernant la situation en Afghanistan. Les procédures en instance devant la Cour ont permis d'appeler davantage l'attention sur la question des poursuites à engager pour les crimes de guerre commis en Afghanistan.

61. Le 14 septembre, l'Assemblée nationale a approuvé la loi sur l'accès à l'information, adoptée par décret législatif présidentiel le 3 mars 2018, avec seulement deux modifications : l'une portant de cinq à sept le nombre de commissaires de la Commission de l'accès à l'information et l'autre largissant la composition du comité de sélection des commissaires par l'adjonction d'un membre de la chambre haute de l'Assemblée et d'un représentant ou d'une représentante du Ministère de la justice.

V. Aide humanitaire

62. À l'approche de l'hiver, les besoins humanitaires ont continué d'augmenter en Afghanistan en raison de la poursuite des violences qui se sont soldées par des

déplacements internes, une aggravation de l'insécurité alimentaire et l'intensification de la pauvreté. La moitié de la population afghane (quelque 17 millions de personnes) vit dans des zones fortement touchées par le conflit. Plus de 128 000 personnes ont été déplacées entre le 29 juillet et le 11 novembre à cause du conflit, ce qui porte à plus de 365 000 le nombre total de personnes qui ont fui leur foyer depuis le début de 2019. Plus de la moitié des déplacés (58 %) sont des enfants. D'après les études disponibles, environ quatre millions de personnes ont été déplacées depuis 2012 et ne sont pas rentrées chez elles. De nombreuses familles déplacées vivent dans des implantations sauvages, privées de toute perspective d'un retour prochain, et n'ont qu'un accès limité aux services de base, hormis l'aide humanitaire qui leur est au départ fournie.

63. Le conflit a continué de susciter une forte demande de services de traumatologie. Entre le 15 août et le 15 novembre, plus de 32 700 personnes souffrant de blessures traumatiques liées au conflit ont été traitées, soit 18 % de plus que par rapport à la même période en 2018. Un tiers des victimes de traumatismes étaient des femmes et des enfants. Les besoins en services de traumatologie étaient particulièrement importants dans les provinces du Helmand, de Ghazni, de Kandahar, de Konduz, du Nangarhar et du Zabol, où les affrontements militaires continuent de réduire l'accès aux soins de santé. Les partenaires de santé ont offert une aide médicale à plus de 52 000 personnes, dont 65 % de femmes et de filles. Plus de 19 600 enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial dans le cadre de l'initiative « Espaces amis des enfants ».

64. Les dernières enquêtes réalisées en Afghanistan ont montré que dans 25 des 34 provinces, les taux de malnutrition aiguë se situaient en-dehors du seuil d'urgence. Malgré l'optimisme relatif lié aux précipitations abondantes et aux bonnes conditions des pâturages pendant le trimestre précédent, les conséquences persistantes de la sécheresse de 2018 ont continué de peser sur la situation nutritionnelle. D'après les estimations disponibles, en 2020, 14,3 millions de personnes auront atteint un niveau de crise ou d'urgence en matière d'insécurité alimentaire (phase 3 ou 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). Plusieurs facteurs participent à l'aggravation de la situation, notamment la poursuite des conflits et des déplacements, l'accès limité aux soins de santé et le manque d'installations sanitaires adaptées. De janvier à septembre 2019, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires ont fourni des services de traitement et des compléments alimentaires nutritifs spécifiques à 388 546 enfants de moins de 5 ans et à 102 613 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë.

65. En dépit des problèmes de sécurité, les organisations humanitaires ont pu acheminer une aide dans 372 des 401 districts du pays (93 %) au cours des neuf premiers mois de l'année. Par exemple, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires ont livré des vivres dans le district de Chahar Sadah, (province du Ghor), qui en avait été privé pendant plusieurs mois en raison de restrictions d'accès complexes. En octobre 2019, 192 tonnes de nourriture ont été distribuées à 11 648 personnes dans le district. Il s'est avéré particulièrement difficile de négocier un accès humanitaire, et ce dans tout le pays, en particulier pendant la période électorale au cours de laquelle la montée de la violence et les restrictions imposées à la liberté de circulation ont entraîné des retards encore plus grands au niveau des programmes d'aide et allongé la durée des négociations nécessaires pour pouvoir atteindre les populations dans le besoin.

66. Au total, 146 337 sans-papiers et réfugiés rapatriés sont arrivés en Afghanistan entre le 14 août et le 15 novembre 2019, dont 4 369 sans-papiers revenant du Pakistan, 124 884 de la République islamique d'Iran et 16 302 d'États européens et de Turquie. Sur ce total, 266 étaient rentrés volontairement en Afghanistan et 16 036 avaient été

expulsés, principalement de Turquie (15 681 personnes), ce qui représente une nouvelle tendance marquée s'agissant des expulsions en direction de l'Afghanistan. Au cours de la même période, 427 réfugiés sont revenus du Pakistan, 347 de la République islamique d'Iran et 8 d'autres pays. Les réfugiés enregistrés qui sont revenus en Afghanistan ont été 55 % de moins que pendant la même période en 2018. On a constaté en 2019 une diminution des retours de sans-papiers de la République islamique d'Iran et du Pakistan par rapport à 2018. Au Pakistan, les réfugiés afghans peuvent ouvrir des comptes bancaires et la validité de leur carte d'immatriculation a été prorogée jusqu'au 30 juin 2020. Le 11 octobre, l'Afghanistan, le Pakistan, la République islamique d'Iran, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sont convenus d'une stratégie concernant le rapatriement volontaire des réfugiés afghans.

67. Au 13 novembre 2019, 20 cas confirmés de poliomyélite avaient été signalés, dont 8 en Orozgan, 5 au Helmand, 3 à Kandahar, 2 à Paktika, 1 au Kunar et 1 au Nangarhar. Seize de ces cas ont été signalés dans la région du Sud, où l'interdiction par les Taliban des campagnes de vaccination porte à porte est devenue un obstacle majeur à l'éradication de la maladie depuis mai 2018. Cette situation a été aggravée par l'interdiction totale de toutes les activités en lien avec la poliomyélite en avril 2019. Le 25 septembre, les Taliban ont partiellement levé cette interdiction, ce qui a permis de mener deux campagnes de vaccination dans des centres de santé en octobre et novembre. Dans les zones contrôlées par le Gouvernement, une stratégie de vaccination porte à porte a été organisée en août et en septembre. Des négociations sont en cours à tous les niveaux pour que des campagnes porte à porte puissent être menées de manière systématique sur l'intégralité du territoire. La prochaine campagne de vaccination doit être lancée le 16 décembre.

68. Le Service de la lutte antimines de l'ONU et ses partenaires ont intensifié leurs activités de sensibilisation destinées à réduire le nombre d'enfants victimes des restes explosifs de guerre en renforçant l'éducation des enfants au danger des mines. Le Gouvernement afghan a progressé dans la mise en œuvre du plan d'action visant à promouvoir l'adhésion au Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V) de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Ce plan d'action décrit les mesures à prendre et les responsabilités à assumer pour éliminer les restes explosifs de guerre après la cessation des hostilités actives et réduire au minimum les effets et les risques liés aux engins explosifs.

69. D'août à octobre 2019, l'Organisation et ses partenaires ont déminé 5,2 km² de terrains contaminés par des explosifs à fort impact, au bénéfice de 45 collectivités. Dans l'ensemble du pays, quelque 134 282 personnes en Afghanistan ont été sensibilisées aux risques d'explosion, dans le cadre d'activités financées par l'ONU, en réponse aux préoccupations exprimées par les personnes revenues du Pakistan et de la République islamique d'Iran.

70. L'insécurité généralisée, la présence de mines et les terrains difficiles ont continué de compromettre l'accès et la sécurité du personnel humanitaire. Du 15 août au 15 novembre, 6 membres du personnel humanitaire ont été tués, 9 ont été blessés et 16 ont été enlevés. En 2019, 119 atteintes à la sécurité du personnel humanitaire ont été signalées, contre 102 en 2018. Les attaques délibérées contre le personnel et les établissements de santé et contre les démineurs se sont poursuivies, en particulier dans l'Est et le Sud. En 2019, 325 cas d'entrave à l'accès humanitaire ont été signalés, soit presque autant qu'en 2018 (380 cas signalés). Plus de 136 de ces problèmes d'accès ont eu des retombées sur le personnel, les ressources et les installations de santé.

71. Selon le Service de surveillance financière, 423,4 millions de dollars avaient été reçus au 17 novembre au titre de l'aide humanitaire, soit 69,2 % du montant total nécessaire pour financer les activités à mener en 2019. Au 30 septembre, quelque 5,4 millions de personnes avaient reçu une aide, soit un chiffre supérieur aux objectifs fixés pour 2019, en raison des moyens exceptionnels qui ont dû être mobilisés pour répondre à la sécheresse et des fonds qui ont pu ensuite être reportés au premier semestre de l'année. En 2020, les partenaires humanitaires espèrent porter secours à 7,12 des 9,4 millions de personnes dans le besoin, dans le cadre d'interventions d'urgence et d'activités de protection ou de relèvement, ce qui nécessitera des financements d'un montant de 732,6 millions de dollars.

VI. Lutte contre les stupéfiants

72. Du 15 juillet au 31 octobre, les forces de l'ordre afghanes ont mené au total 676 opérations de lutte contre les stupéfiants, au cours desquelles ont été saisis 353 kg d'héroïne, 1 244 kg d'opium, 3 026 kg de haschich, 226 kg de méthamphétamine, 3 322 comprimés de méthylènedioxy-3,4 métamphétamine, 5 kg de précurseurs solides, 113 litres de précurseurs liquides, 124 911 kg de graines de pavot et 4 450 kg de jusquiamme noire. Ces saisies ont conduit à l'arrestation de 796 suspects et à la confiscation de 111 véhicules et 59 armes. Au cours de ces opérations, 10 agents de la Police des stupéfiants afghane ont été tués et huit autres ont été blessés.

73. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a aidé le Ministère de la santé publique à former 69 fonctionnaires, prestataires de services et organisations de la société civile à la prévention de la toxicomanie et aux traitements et soins à l'efficacité avérée. Le Gouvernement a également bénéficié d'un appui technique pour la révision et l'élaboration de stratégies, politiques, directives et protocoles relatifs au traitement de la toxicomanie et au VIH.

VII. Appui à la Mission

74. Au 4 novembre 2019, la MANUA affichait un taux de vacance de 7 % s'agissant des postes soumis à recrutement international (taux approuvé : 7 %), de 4 % pour les postes d'administrateur soumis à recrutement national (taux approuvé : 5 %) et de 2 % pour les autres postes soumis à recrutement national (taux approuvé : 3 %). La proportion de femmes demeurait faible : celles-ci constituaient 35 % du personnel recruté sur le plan international, 41 % des Volontaires des Nations Unies, 13 % des administrateurs recrutés sur le plan national et 9 % du personnel recruté sur le plan national. Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, la MANUA a conduit 179 missions terrestres et 21 missions aériennes, ainsi que 1 065 missions et réunions de sensibilisation, au cours desquelles des représentants de district se sont rendus dans les bureaux locaux de la Mission.

VIII. Observations

75. Le 28 septembre, dans tout le pays, les Afghanes et les Afghans ont surmonté les craintes qu'ils pouvaient avoir pour leur sécurité et se sont rendus aux urnes. Je félicite toutes celles et ceux qui ont exercé leur droit de vote. Je salue également le travail accompli par les forces de sécurité afghanes pour appuyer le bon déroulement de l'élection, en transportant du matériel électoral sensible et en veillant à ce que la distribution et la récupération de ce matériel se fasse sans encombre et en assurant la sécurité des bureaux de vote afin que les électeurs et les électrices puissent se rendre aux urnes. Leur participation est la preuve de leur attachement au processus

démocratique et à l'ordre constitutionnel. Une élection crédible dont les résultats traduisent la volonté réelle de la population afghane et soient acceptés par les multiples parties prenantes est la clef de la paix et de la stabilité en Afghanistan. A l'heure de la publication du présent rapport, les résultats de l'élection présidentielle en Afghanistan n'ont pas encore été annoncés.

76. Dans les mois qui ont suivi leur création, la Commission électorale indépendante et la Commission du contentieux électoral ont tout fait pour que le processus soit mieux préparé et planifié sur le plan technique que lors des précédentes élections et il est largement reconnu que ces efforts ont porté leurs fruits. Des progrès marqués ont été constatés en ce qui concerne le déploiement de lecteurs biométriques permettant de vérifier l'identité des électeurs et de transmettre les résultats et grâce à la Commission électorale indépendante, les représentants des candidats et les observateurs ont pu jouir d'un degré d'accès encore jamais vu par le passé. Néanmoins, en dépit d'avancées notables, de graves problèmes persistent. Les organismes d'administration des élections et des groupes d'observateurs des élections ont déploré des problèmes techniques dans les bureaux de vote et des cas de dysfonctionnement des dispositifs de vérification biométrique des électeurs, ainsi que des problèmes de communication dues aux attaques dont les infrastructures ont été la cible.

77. Tandis que les organismes d'administration des élections s'occupent du processus de gestion des résultats, il est impératif que les institutions électorales communiquent continuellement et systématiquement avec toutes les parties prenantes et répondent à toutes les questions soulevées par les candidats et d'autres. J'encourage fortement toutes les parties prenantes à préserver l'intégrité du processus électoral et à permettre aux institutions électorales d'exercer pleinement leurs responsabilités, notamment en traitant toutes les plaintes par les voies juridiques et institutionnelles appropriées. J'appelle les candidats à la présidence à condamner les cas de fraude dont se seraient rendus coupables leurs partisans, à participer de manière constructive au processus et à respecter l'autorité des organismes d'administration des élections. Une fois les plaintes électorales tranchées conformément à la loi en vigueur, je demande aux candidats et à leurs partisans d'accepter le résultat.

78. À cause du conflit militaire en cours, le peuple afghan traverse de terribles épreuves et endure d'immenses souffrances. Les acteurs internationaux et régionaux ont un rôle crucial à jouer pour donner un nouvel élan au processus qui permettrait de trouver un règlement politique au conflit. J'exhorte toutes les parties à redoubler d'efforts à cet égard et à tirer parti de ce qui a déjà été accompli. Je continue de croire que des pourparlers directs entre le Gouvernement afghan et les Taliban sont indispensables pour parvenir à une paix durable et viable. L'ONU reste prête à appuyer ce processus par tous les moyens dont elle dispose.

79. Des progrès remarquables ont été réalisés en Afghanistan au cours des 18 dernières années en ce qui concerne les droits et les libertés des femmes. Pour consolider ces progrès et en accomplir encore d'autres, l'Afghanistan a besoin de paix, de stabilité et de réconciliation. Toutefois, pour que la paix soit durable, les droits des femmes doivent être protégés. La paix doit permettre aux Afghanes et aux Afghans de progresser sur la voie du développement et de l'égalité et il ne peut pas y avoir de recul dans ce domaine. Les femmes doivent participer pleinement et de manière significative à chaque étape du processus de paix. Je félicite le Gouvernement de s'être engagé à améliorer la participation des femmes à la paix et à la sécurité et aux processus décisionnaires et je l'encourage à faire de nouveaux progrès à cet égard.

80. La population civile continue de payer un lourd tribut à cause de l'intensification du conflit, qui fait des morts et des blessés et provoque des déplacements de population. Je suis alarmé par l'augmentation sans précédent du

nombre de victimes civiles déplorées au cours de la période allant de juillet à septembre, qui n'a jamais été aussi élevé depuis que la MANUA a commencé à recenser systématiquement des données à ce sujet, en 2009. Je rappelle que toutes les parties au conflit doivent honorer leurs obligations découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et prendre immédiatement des mesures pour prévenir les pertes civiles. J'engage le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures pour mettre en œuvre sa politique visant à limiter les pertes civiles.

81. Le développement économique et la création d'emplois restent essentiels pour la paix dans un pays dont la population est composée en grande majorité de jeunes. Je suis encouragé par les initiatives en cours visant à améliorer la connectivité régionale et à éliminer les obstacles au commerce à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Afghanistan. L'accent mis par le Gouvernement sur le développement du secteur privé est louable, mais d'autres réformes seront nécessaires pour stimuler la croissance du secteur privé et créer des emplois pour la prochaine génération d'Afghans. Pour se donner les moyens de parvenir à son objectif d'autosuffisance économique, le Gouvernement doit impérativement prendre des mesures pour lutter efficacement contre l'économie illicite, combattre la corruption et améliorer la sécurité.

82. Malheureusement, la conquête de la liberté d'expression en Afghanistan s'opère au prix de trop de souffrances. Les journalistes et défenseurs des droits de la personne ont été pris pour cibles tout au long du conflit en Afghanistan et nombre d'entre eux ont trouvé la mort. Ces attaques ciblées sont inacceptables et les coupables doivent être rapidement traduits en justice pour permettre l'instauration d'un climat de respect de l'état de droit.

83. Je suis préoccupé par les sombres perspectives humanitaires, alors que le conflit se poursuit dans une grande partie du pays, et j'appelle la communauté internationale à prêter davantage attention à la crise humanitaire qui sévit en Afghanistan. Il est essentiel que les États Membres renouvellent leur engagement sur de multiples fronts, afin de répondre aux besoins humanitaires urgents, d'éviter tout recul par rapport aux progrès accomplis en matière de développement et de promouvoir des solutions durables. Je reste également préoccupé par le nombre élevé d'attaques dont le personnel humanitaire continue d'être la cible.

84. Je remercie l'ensemble du personnel des Nations Unies présent en Afghanistan et mon représentant spécial pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, pour le dévouement sans faille dont ils continuent de faire preuve, dans des conditions difficiles, afin de tenir les engagements que nous avons pris pour venir en aide au Gouvernement et au peuple afghans. Je note avec une profonde préoccupation les attaques récentes qui ont visé des membres du personnel des Nations Unies. Je demande aux autorités afghanes de ne ménager aucun effort pour identifier et traduire rapidement en justice les auteurs de ces attaques et pour renforcer les mesures en place afin d'améliorer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies.